La Tribune 16/11/2009
N° 4340 page 10

ANDRÉ SYROTA, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSERM

« Demain, 20 % à 30 % de la recherche privée se fera avec le public »

Le futur patron de l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé DÉTAILLE SES AMBITIONS.

Le président de la République a porté la recherche biomédicale au rang de priorité nationale tout en en soulignant les faiblesses. La France est-elle si mal placée ?

Je ne crois pas. En réalité, cela provenait peut-être d'une mauvaise interprétation des données disponibles, depuis rectifiée. On dispose d'un indice d'impact qui tient compte des citations des chercheurs dans les publications scientifiques internationales à comité de lecture et qui constitue la référence au niveau international. Lorsqu'il est supérieur à 1, cet indice atteste d'une recherche supérieure à la moyenne mondiale. Les résultats de l'Inserm (1,45), du CNRS (1,35), de l'Institut Pasteur (2,13), ou du CEA (1,29) démontrent de façon incontestable la qualité de la recherche française dans les sciences de la vie et de la santé. Mais si l'on intègre les résultats des universités, l'indice tombe à 0,96. On a peut-être eu tendance à inciter les jeunes à publier beaucoup, même dans des revues dont l'indice d'impact est mauvais, en leur faisant valoir que la quantité comptait plus que la qualité. Par ailleurs, cette année, les derniers résultats de l'appel d'offres de l'European Research Council montrent que la France arrive en tête de l'ensemble des pays européens.

Certains médecins se plaignent que leurs recherches cliniques ne soient pas assez reconnues. À tort ?

La recherche clinique jouit d'une renommée internationale. Le modèle français des centres d'investigation clinique, qui réunissent des chercheurs, des cliniciens, des hospitalo-universitaires, est envié dans le monde entier, notamment en Chine et en Inde. Sans doute n'existe-t-il pas encore assez d'interactions entre études cliniques et recherche fondamentale. C'est l'une des raisons de la création en avril dernier de l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé qui réunit les 8 principaux acteurs de la recherche en sciences de la vie (Inserm, CNRS, Inra, Inria, Institut Pasteur, CEA, IRD, Conférence des présidents d'université) à laquelle vient de s'ajouter la Conférence des directeurs généraux de CHU. Nous venons de la baptiser Aviesan.

À quels besoins répond cette alliance ?

La recherche française a beau être excellente, elle est cependant en compétition avec le reste du monde. De nombreux pays européens (Royaume-Uni, Allemagne, Suisse, Suède, Pays-Bas, etc.) conduisent d'ailleurs des réflexions sur la façon d'améliorer leur recherche dans le domaine des sciences de la vie et de la santé. Or, en France, face à la multiplicité des acteurs et à la tendance à créer une nouvelle agence pour chaque nouvelle maladie, il nous est apparu important de simplifier et de coordonner ce système, sans pour autant modifier l'organisation de chacune des entités membres de l'Alliance. Tout l'enjeu consiste à pouvoir mieux travailler ensemble.

Comment fonctionnera-t-elle ?

L'idée consiste à cesser de multiplier les interlocuteurs. Actuellement, lorsqu'un chercheur est évalué, il doit remplir son rapport en deux à quatre exemplaires pour les différentes entités avec lesquelles il travaille ! Ce ne sera plus le cas. Cette simplification s'appliquera également à la gestion des unités mixtes hébergées par les universités, avec des mandats de gestion unique des laboratoires. De la même manière, nous avons réuni en un même programme les actions de soutien aux jeunes chercheurs de l'Inserm et du CNRS. Nous devons également harmoniser nos modes de recrutement, afin d'identifier plus rapidement les meilleurs experts dans chaque domaine.

Qui pilotera l'Alliance ?

Je souhaite que tout soit fixé dans les prochaines semaines. La gouvernance devrait être resserrée et le président-directeur général de l'Inserm a reçu mandat de présider l'Alliance.

L'enseignement supérieur et la recherche sont la première des priorités du grand emprunt avec, à la clé, plus de 10 milliards d'euros. Est-ce suffisant ?

C'est extrêmement utile et immédiat. Mais en comparaison, aux États-Unis, le plan de relance du président Obama a octroyé 10,5 milliards de dollars supplémentaires rien que pour les NIH (National Institutes of Health, dont le budget annuel était déjà de 30 milliards de dollars). Il est démontré que, lorsque l'on investit dans les sciences de la vie et de la santé, le retour sur investissement est rapide et durable. Une récente étude de l'Académie des sciences américaine indique d'ailleurs que le budget des NIH devrait quadrupler d'ici dix ans et atteindre 120 milliards de dollars pour répondre aux besoins de santé croissants de la population américaine, mais aussi assurer son développement économique.

Comment évoluent vos relations avec le privé ?

L'industrie pharmaceutique vit, elle aussi, de profondes évolutions, d'autant que la compétition mondiale s'intensifie. Longtemps, elle a été basée sur la chimie. Or, l'émergence de biomolécules pour traiter les maladies les plus complexes l'oblige à se transformer. C'est un défi majeur. Même avec des milliers de chercheurs au sein d'un grand groupe privé, il devient très difficile de trouver de nouveaux médicaments susceptibles d'être approuvés par les autorités de santé. Seule une vingtaine de nouvelles molécules est mise sur le marché chaque année. L'aspirine n'aurait certainement jamais été commercialisée si elle était jugée avec les critères actuels ! Enfin, l'industrie fait face au défi de la médecine personnalisée : un même médicament ne provoque pas nécessairement la même réponse chez deux personnes.

Quelle est la place de la recherche publique dans cette évolution ?

Jusqu'alors, les laboratoires privés nous disaient préférer nouer des partenariats à l'étranger en raison de la complexité du paysage de la recherche publique française. Grâce à l'Alliance, ils bénéficieront d'un mandataire unique pour les partenariats et la valorisation des découvertes. À ce titre, nous allons signer un protocole d'accord avec le premier laboratoire privé français, Sanofi-Aventis, qui sera opérationnel d'ici la fin de l'année. Progressivement, le privé va s'appuyer sur la recherche académique qui restera avant tout orientée sur l'acquisition de connaissances. On estime aujourd'hui que 20 % à 30 % de la recherche privée se fera en partenariat dans les prochaines années.

Les Français se méfient du vaccin contre la grippe A. Les comprenez-vous ?

Moi-même, j'ai été vacciné et je fais vacciner ma famille. La vaccination est quelque chose de majeur. Beaucoup de pays du monde souhaitent pouvoir disposer de ce vaccin qui a démontré son innocuité. Quant aux adjuvants, ce sont les mêmes que l'on trouve dans d'autres vaccins. Personnellement, je préfère être vacciné et ne pas prendre le risque, même s'il est faible, de me trouver en réanimation pour une détresse respiratoire aiguë.

La communication a-t-elle été mauvaise ?

Non, il y a surtout eu beaucoup de communication. On a attiré l'attention de l'opinion publique. Il y a déjà eu par le passé des épidémies de grippe graves. Le ministère de la Santé a effectué un effort financier considérable pour donner largement accès à la vaccination. Il ne l'aurait pas fait, cela lui aurait été reproché. Concernant la recherche sur le H1N1, l'Alliance a démontré son efficacité et sa très grande réactivité. Dès le début de l'épidémie au Mexique au printemps 2009, elle a réuni très rapidement tous les experts du sujet : virologues, épidémiologistes, anthropologues, représentants des centres nationaux de référence et des industriels. Ceux-ci ont immédiatement engagé les recherches à effectuer pour mieux comprendre le virus H1N1. Six mois ont ainsi été gagnés pour la constitution de cohortes. ■

propos recueillis par
CLARISSE JAY, PIERRE KUPFERMAN ET AUDREY TONNELIER

UN SPÉCIALISTE DE L'IMAGERIE MÉDICALE

À 63 ans, André Syrota est désormais le grand patron des sciences de la vie en France. Le PDG de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) devrait présider l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé créée en avril dernier et regroupant huit acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur. Nommé à la direction générale de l'Inserm il y a tout juste deux ans, ce docteur en médecine spécialiste de l'imagerie médicale était auparavant président du conseil d'administration du Consortium national de recherche en génomique et directeur des sciences du vivant au Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ALLIANCE

« Je préfère être vacciné et ne pas prendre le risque de me trouver en réanimation pour une détresse respiratoire aiguë.

SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ALLIANCE

« Nous devons harmoniser nos modes de recrutement pour identifier plus rapidement les meilleurs experts.

SUR LES EXIGENCES IMPOSÉES AUX LABORATOIRES

« L'aspirine n'aurait certainement pas été commercialisée si elle était jugée avec les critères actuels.